

6 Économie

Assemblée extraordinaire de la Confédération patronale gabonaise

Ali Bongo Ondimba plaide pour un nouveau modèle de développement économique

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

La chute actuelle des cours du pétrole devrait constituer une formidable opportunité pour le Gabon de diversifier sa base productive en faisant la promotion de nouvelles sources de richesses et en dynamisant l'entrepreneuriat privé, en particulier chez les jeunes. Cette nouvelle donne que le chef de l'Etat a proposée au patronat constitue, estime-t-il, la voie pour atteindre une économie forte et stable. Laquelle nécessite absolument un engagement ferme des chefs d'entreprises et du gouvernement.

A quelques jours de l'ouverture de la campagne pour la Présidentielle 2016, la Confédération patronale gabonaise (CPG) a convié, hier, à l'hôtel Radisson Blu, le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, à son assemblée générale extraordinaire.

Pour le patronat, cette rencontre avait pour but de discuter directement avec le président de la République des sujets importants tels que l'emploi, la formation professionnelle, le réveil entrepreneurial, le climat des affaires, la compétitivité de l'économie, la fiscalité et la croissance. Mais également et surtout des préoccupations actuelles des chefs d'entreprises concernant les réformes engagées dans plusieurs secteurs d'activités, et des arriérés de paie-

ment de l'Etat qui asphyxient, aujourd'hui, beaucoup d'opérateurs économiques.

Le président de la CPG, Jean-Bernard Boumah, a réitéré au chef de l'Etat, l'engagement des entreprises à accompagner le gouvernement dans ses nombreux chantiers d'infrastructures, en dépit de l'environnement économique mondial défavorable, marqué par la chute des cours du pétrole. Cependant, il a insisté sur la notion de « confiance » devant être le socle d'un véritable partenariat entre l'Etat et les entreprises.

« A l'instar de plusieurs pays africains, notre pays est confronté à plusieurs défis dans tous les secteurs, essentiellement liés à l'emploi, notamment des jeunes, au ralentissement de l'activité économique et aux exigences des marchés mondiaux. Cependant, en dépit de ces épreuves, les acteurs économiques de notre pays ont foi en l'avenir. C'est fort de cette foi en l'avenir que nous vous avons indiqué, à l'occasion de la cérémonie de présentation des vœux de janvier dernier, toute notre disponibilité à œuvrer avec vous, avec tous les partenaires techniques et financiers de notre pays dont je salue la présence ici, avec toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, au développement de notre pays », a insisté Jean Bernard Boumah, qui en veut pour preuve la signature, le 23 mars 2016, avec le gouvernement du « Pacte pour



Le chef de l'Etat entouré du Patronat.

le maintien de la croissance et de l'emploi en période de crise pétrolière ».

Le président de la CPG a plaidé, une nouvelle fois, pour des actions urgentes et concertées pour sortir le pays de l'engrenage actuel du « Tout pétrole », en stimulant l'entrepreneuriat privé, notamment celui en direction des jeunes. Mais aussi en multipliant les partenariats publics-privés qui font, aujourd'hui, leurs preuves en termes de mobilisation de ressources financières.

« C'est donc l'occasion pour moi, au nom de tous mes collègues, de saluer toutes les initiatives qui contribuent au développement de l'entrepreneuriat des jeunes dans notre pays, notamment le Grand Prix de l'Excellence du président de la République. Toutes ces initiatives qui concourent à promouvoir les petites et moyennes entreprises vont, à n'en pas douter, permettre l'éclosion d'une économie plus dynamique, et ainsi mo-

difier le modèle économique gabonais (...). Les entreprises gabonaises sont prêtes, dans le cadre du partenariat public privé, à planter de nouvelles racines économiques basées sur nos propres capacités créatrices et nos ressources », a souligné Jean-Bernard Boumah.

ACTION* En réponse aux préoccupations des chefs d'entreprises, le chef de l'Etat a brièvement dressé un panorama de la réussite de cette collaboration, souvent, douloureuse, entre les secteurs publics et privé. Ce changement de cap qui privilégie l'investissement dans d'autres secteurs d'activités autres que le pétrole, a permis au Gabon d'enregistrer, aujourd'hui, une croissance plus stable et plus robuste marquée notamment, par un taux de croissance moyen de 5,7 % entre 2010 et 2015, contre -1% avant 2009. Avec à la clef, près de 24 000 emplois créés dans le secteur privé.

« Grâce à cette stratégie de diversification économique, nous avons réussi à réduire le poids du pétrole dans le PIB, passant de 45% en 2010 à 23 % 2015. Ce qui a permis à notre pays de mieux résister à la crise pétrolière, contrairement à certains pays pétroliers qui sont entrés en récession », a souligné Ali Bongo Ondimba.

Le chef de l'Etat a ainsi invité le gouvernement et le patronat à maintenir ce nouveau cap dont les résultats sont, aujourd'hui, palpables dans plusieurs secteurs d'activités. Aussi, a-t-il tenu à rassurer les chefs d'entreprises quant au respect des engagements de l'Etat, même dans un contexte de contraction des ressources budgétaires.

« Malgré le contexte économique difficile observé depuis 2014, un effort important a été fait en matière de règlement de la dette intérieure. En effet, l'Etat a payé depuis 2014,

au titre des arriérés de la dette intérieure, plus de 1000 milliards de francs pour soutenir la trésorerie des entreprises », a rappelé Ali Bongo Ondimba.

Le chef de l'Etat a promis de dynamiser davantage ce partenariat entre les secteurs public et privé, avec l'adoption d'un certain nombre de mesures. Il s'agit, a-t-il annoncé, de la tenue de la première réunion du Haut Conseil pour l'Investissement créé pour être le cadre privilégié de coopération entre les acteurs publics et privés.

Ce premier Conseil examinera, avant adoption par le gouvernement, la stratégie nationale de promotion des investissements et des exportations élaborée avec l'appui de la Banque mondiale.

Par ailleurs, dans le cadre de la réforme du secteur financier sous-régional, le gouvernement va soutenir celle initiée par la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) visant la titrisation de la dette publique intérieure des États, afin d'oxygéner le secteur privé.

« Le Gouvernement va également accélérer l'apurement de la dette publique intérieure avec le concours du secteur bancaire, en s'assurant de l'effectivité de la dépense. Et en matière de TVA, et en sus des efforts d'apurement des arriérés, le gouvernement va s'atteler à ne plus accumuler des arriérés de remboursement », a promis Ali Bongo Ondimba.

Inauguration ce matin par le président Ali Bongo Ondimba du port minéralier multimodal rail-mer d'Owendo

La diversification du secteur des transports en marche

Willy NDONG
Libreville/Gabon

LE président de la République, Ali Bongo Ondimba, inaugure, ce matin, le port minéralier d'Owendo. Fruit d'un partenariat public-privé entre l'Etat et le Groupe singapourien Olam, représenté par la Special economic zone-mineral port (GSEZ).

Cette importante infrastruc-

ture, dont les travaux de construction ont débuté en octobre 2015, entend être un outil au service de la diversification de notre économie et du secteur des transports. Le Gabon compte véritablement sur cet investissement logistique pour améliorer ses échanges extérieurs, réduire et mutualiser les coûts relatifs à l'exportation des minerais pour assurer la croissance de ce secteur.

L'aboutissement de ce pro-

jet, tant espéré par le président Ali Bongo Ondimba, du fait de son implication personnelle, devrait favoriser l'arrivée de nouveaux investisseurs qui souhaitent exporter leur production minière dans de meilleures conditions, tout en créant au passage 300 emplois directs et 1000 emplois indirects.

D'une superficie de 45 ha, le nouveau port facilitera le transport du manganèse, du clinker et autres minerais et



agrégats, grâce à sa ligne de chemin de fer d'1,5 km. De plus, il intégrera un terminal minéralier d'une capacité de 10 millions de tonnes et un chantier naval, le premier dans la sous-région après ceux de la Côte d'Ivoire et la Namibie.

Une vue aérienne du chantier du port minéralier d'Owendo en décembre 2015.

Réhabilitation des installations électriques de l'Arboretum de Sibang

Les installations désormais conformes aux normes

W.N.
Libreville/Gabon

LA Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG), filiale du Groupe français Veolia, va procéder, aujourd'hui, à la remise en état des installations électriques de l'Arboretum de Sibang, situé dans le 6e ar-

rondissement de la commune de Libreville. En effet, le bâtiment de l'Arboretum, qui abrite l'Herbier national au sein duquel on dénombre 18 000 espèces d'échantillons de plantes, bois et essences rares, rencontra, depuis quelques années, des difficultés de fonctionnement, liées notamment à des défauts dans ses installations électriques.

Face à cette situation, les responsables de l'Institut de pharmacopée et de médecine traditionnelle (Iphamétra) ont sollicité le soutien de la SEEG pour la remise en conformité de toutes les installations électriques du complexe de l'Arboretum.

La SEEG a répondu favorablement à cette requête en réhabilitant et en mettant aux normes l'ensemble des

installations électriques des bâtiments. Selon la direction de la communication de l'entreprise, cette action citoyenne marque son soutien à la préservation du patrimoine de la biodiversité gabonaise.

La SEEG a remis à neuf les installations électriques de l'Arboretum de Sibang.

